

nation innovante appelle la transformation de l'ensemble de la société chinoise. Pour l'auteur, il est urgent que la Chine devienne une « société entrepreneuriale » et, par-là, une économie innovante. Mais cette idée reçue est très critiquée dans les pays avancés qui à force de compter sur l'« initiative individuelle » ont vu leurs bases productives fondre comme neige au soleil.

Zeting LIU

Florence DUHAMEL, Alain DUNOYER de SEGONZAC, 2013, *La cocotte-minute financière. Petit précis de décomposition socio-économique*, L'esprit économique, Paris, L'Harmattan, 134 p.

Le citoyen qui souhaite s'informer sur les rouages de la crise qui secoue l'économie mondiale ne peut être que perplexe. Car il se trouve face à des centaines (et plus) d'articles et d'ouvrages, le plus souvent rédigés par des « experts », et donc rébarbatifs.

Voici un livre qui devrait attirer son attention, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'il tranche sur la littérature existante par sa clarté, sa pédagogie, ses dimensions modestes, et aussi par la personnalité de ses deux auteurs. Ceux-ci ne sont pas des doctes chercheurs ou des professeurs d'université renommés, mais des acteurs de l'économie et de la société civile, qui se sont trouvés – comme beaucoup de citoyens – au cœur de la « cocotte minute » qui mijote sur le feu de la finance. Cette métaphore de la cocotte minute apparaît très juste. En effet, comme l'écrivent les auteurs « *il y a en permanence dans la compétition mondiale, sur les marchés des matières premières, sur les marchés des devises et par conséquent sur les risques de change, des tensions qui produisent au bout du compte un état de pression* » comparable à ce qui se produit dans cet instrument de cuisine. Et la crise qui a débuté par l'implosion de la bulle immobilière aux États-Unis en 2007 sur le marché des *subprimes*, et s'est propagée à l'ensemble de la planète, ressemble à l'accident qui se produit parfois dans les cuisines lorsque la pression de la cocotte est devenue trop forte...

Le livre est organisé en dix chapitres courts qui lui donnent un rythme rapide, et dont les titres sont évocateurs et plein de malice. Comme il se doit pour un livre sous le signe de la cocotte minute, le premier chapitre s'intitule « La cuisine économique », puis défilent les titres tels que « Seigneurs... ou saigneurs » pour décrire les financiers prédateurs, « Cancer au Paradis » évidemment pour annoncer les paradis fiscaux, « Madoff, mon amour ... » pour mettre en scène les fraudeurs.

Le lecteur appréciera également *La cocotte-minute financière* par les nombreux exemples concrets qui émaillent ses 10 chapitres courts, et agréables

à lire. De bons exemples valent en effet souvent mieux que de savantes démonstrations pour comprendre les rouages de la crise, et illustrer les comportements des acteurs qui nous gouvernent. Je recommande ainsi l'analyse percutante des patrons des entreprises multinationales, décrits comme de véritables « mercenaires du capital », dans le chapitre IV, intitulé « Seigneurs et Saigneurs ». De même, il faut lire la démystification des rouages pervers de la finance que sont les *stock-options*, les *hedge funds* et les « produits dérivés ». Après avoir lu ces descriptions, qui ne manquent pas d'humour, le lecteur aura compris « comment ça marche », et pourquoi ces instruments ont conduit à la crise.

Mais il y a beaucoup plus dans ce livre : les auteurs s'y livrent à une critique acérée, que je partage largement, de notre système économique, aujourd'hui en pleine déconfiture. Particulièrement bien vue est l'analyse de la logique financière mortifère qui gouverne les entreprises, avec la complicité des élites économiques et politiques. Ainsi, il est montré que l'obsession de la capitalisation boursière chez tous les dirigeants de la planète a entraîné une confusion entre les objectifs industriels et la rentabilité financière à court terme. De même, l'excellent chapitre VII « Cancer au Paradis », montre – chiffres et exemples à l'appui – comment les paradis fiscaux gangrènent l'économie mondiale et, par l'évasion fiscale qu'ils permettent, sont une des causes majeures des déficits et des dettes publiques. Phénomène dont nos dirigeants politiques, qui mettent plutôt à tort l'accent sur l'excès des dépenses publiques, ne semblent guère se soucier.

Pour clore cette présentation, et sans remettre en cause les grandes qualités de *La cocotte-minute financière*, je voudrais indiquer mon désaccord avec les auteurs sur plusieurs points. Je ne partage pas leur analyse très critique du monde syndical, et je trouve leur analyse contradictoire à ce sujet. Ces derniers écrivent que « la perte de crédibilité des syndicats est responsable de la dégradation silencieuse et continue du pouvoir d'achat et des conditions de travail des salariés », alors que cette régression sociale a d'autres causes plus importantes, évoquées au début du livre, telles que la pression défavorable sur les salaires dans les pays avancés exercée par les détenteurs du capital, qui utilisent la concurrence des travailleurs des pays moins avancés, tels que la Chine. En second lieu, les auteurs se livrent à une critique qui me semble caricaturale des « altermondialistes ». Ces derniers auraient un diagnostic erroné, en ce qu'ils rendraient la mondialisation responsables de tous les maux. Or il ne faut pas confondre « anti-mondialisation » et « alter mondialisation » ; cette dernière ne s'oppose pas à la mondialisation, mais considère – en affirmant qu'« un autre monde est possible » – que les formes actuelles de la mondialisation, dominées par la finance et l'ultralibéralisme, doivent être profondément réformées. Ce qui me semble être la position

des auteurs du livre. Dernier point de désaccord, la proposition – contenue dans le dernier chapitre consacré aux réformes souhaitables – de confier à un groupe d'experts indépendants la réforme de la gouvernance mondiale. Il me semble peu réaliste, et même dangereux, de donner une telle responsabilité à des « technocrates apatrides », selon l'expression célèbre du Général de Gaulle à propos des « experts » qui dirigent les instances européennes. La crise actuelle de légitimité politique de l'Europe ne proviendrait-elle pas précisément de ce que celle-ci est gouvernée par la Commission européenne et la Banque centrale européenne, instances non élues ?

Dominique PLIHON